

Chers amis du Parti Populiste, merci de m'accueillir à l'occasion de votre Université d'été, merci à Franck et à Christian de m'y avoir invité. Voici maintenant 3 ans qu'un dirigeant du PP, intervient à notre UDT et qu'un responsable d'Egalité et Réconciliation intervient à la vôtre. Si cette année nous l'avons remplacée par un Congrès, en janvier, puisque nous aussi allons devenir un parti politique, nous espérons vous accueillir à nouveau, et pérenniser ainsi cette relation d'amitié et d'échange, par delà nos divergences, alors que se profile un moment décisif pour le « camp national », avec le départ annoncé de celui qui l'incarne depuis trente ans, Jean Marie Le Pen.

Si j'ai choisi d'intervenir sur le thème de l'Etat, avec pour titre « L'Etat, une chance pour la France », ce n'est pas seulement pour le plaisir du clin d'œil à la formule aussi célèbre que stupide de Bernard Stasi concernant l'immigration, mais aussi et surtout parce que la question de la place et du rôle de l'Etat dans la société nationaliste que nous voulons construire est une question centrale.

Centrale compte tenu des mutations majeures intervenues au plan sociologique et économique ces trente dernières années, avec l'internationalisation du capital et la conversion des élites au mondialisme marchand ; centrale parce qu'elle a toujours fait débat, et parfois plus, dans le camps nationaliste, y compris lorsqu'il a été au pouvoir, si vous voyez ce que je veux dire ; centrale parce que Le Pen a toujours été un représentant du courant libéral au plan économique, et que son retrait va libérer le débat sur ce sujet ; centrale parce que le poids du secteur public en France et la volonté de Bruxelles d'imposer le tout libéral en font un sujet hyper-sensible, aux répercussions électorales potentiellement considérables ; centrale enfin parce que directement liée à la question de la souveraineté et du primat du politique, laquelle est non seulement la question qui préoccupe avant toute autre, tout nationaliste digne de ce nom, mais aussi la principale ligne de fracture entre le pouvoir, le vrai pouvoir, et nous. En gros, qui commande ? Qui décide ? Le capital, ou l'Etat ?

Poser la question ainsi permet d'entrer directement dans le vif du sujet. En effet, on comprend bien que ce que je désigne par le capital n'est pas le capital détenu par mon coiffeur –encore que ce secteur d'activité n'échappe pas à la logique de concentration, avec le poids croissant des chaînes- mais le grand capital. Et l'on comprend aussi que si le capital et l'Etat se disputent le pouvoir, leur place respective dans l'économie ne relève pas principalement du débat d'économiste entre tenants du dynamisme et adversaires de la bureaucratie d'un côté, et keynésiens planificateurs de l'autre, elle ne relève pas non plus principalement du débat entre tenant de la liberté et tenants de la sécurité. Elle relève d'abord et surtout du débat entre tenants de la souveraineté nationale, et tenants du libre échange, entre tenants du nationalisme, et tenants du mondialisme. La question de la place de l'Etat dans l'économie est donc une question politique bien avant d'être économique.

On voit bien dès lors en quoi ce thème à toute sa place dans cette Université d'été, dont le sujet est « Seul un ultra nationalisme peut rassembler l'ensemble du camp national face au régime européiste de Sarkozy ». Titre et affirmation auxquelles je souscris entièrement mais qui méritent d'être précisés. Qu'est-ce qu'être « ultranationaliste » ? Peut-on être « ultranationaliste » et libéral ? L'ultranationalisme peut-il être majoritaire en étant hostile au secteur public ? Questions qui une fois traitées permettront de répondre à une autre : qu'est-ce que le camp national ?

J'ai vous l'aurez sans doute compris ma petite idée la dessus mais avant d'aborder la question de ce qu'à mon sens doit être le positionnement des nationalistes sur ce sujet, tant au plan

politique que tactique ou stratégique, je voudrais que nous revenions sur ce qu'ont été les réponses du « camp national » c'est-à-dire essentiellement le Front, sur ce sujet ces 20 dernières années, et les conséquences de ces réponses.

Beaucoup d'entre vous sont comme moi des anciens du FN, certains étaient déjà nationalistes avant, et nous savons tous ce que sont les préjugés, les croyances du mouvement national contre l'Etat acteur de l'économie, contre la fonction publique. Préjugés et croyances qui ont d'ailleurs pu être les nôtres. Qui le sont peut-être toujours. En vrac : les fonctionnaires sont des feignants, les fonctionnaires sont des gauchistes, ou des communistes, ce qui pour beaucoup revient au même, ce sont des privilégiés, des parasites, des ennemis de la nation, ils sont vendus aux syndicats, lesquels sont aux mains des rouges, le secteur public est inefficace et ruineux, les syndicats dirigent la France grâce aux fonctionnaires, le secteur public pénalise la France dont il obère la compétitivité, ce sont des planqués, sauf les flics et les militaires bien sur, ils nous piquent nos impôts, ils sont toujours en grève, les profs pourrissent nos enfants, etc. etc.

Systématiquement, le « camp national » s'est opposé aux grèves, ou a au mieux adopté un silence prudent, il a approuvé les privatisations, de Renault, d'Air France, de GDF, de France Télécom, a demandé la réduction massive des effectifs de la fonction publique. Il a approuvé, au nom du combat contre les « monopoles », l'ouverture à la concurrence dans le domaine ferroviaire, énergétique avec la fin du monopole d'EDF, a demandé la fin du monopole de la sécu, qui, si elle n'est pas publique, est « hors secteur marchand ». Idem pour La Poste, même si le discours a un peu évolué ces dernières années.

Avant même de réfléchir à la compatibilité de ces positions avec le nationalisme et a fortiori, avec l'ultranationalisme, on peut se demander combien cela a coûté d'électeurs. Comment se fait-il que le Front qui a pu atteindre des scores de 30 % chez les ouvriers, ou les artisans commerçants, n'a jamais percé dans le secteur public ? Pas à cause de l'immigration, c'est sur, puisqu'on y pratique la préférence nationale... Avec de telles positions, je dis que le fonctionnaire ou le postier qui vote pour le FN est un héros. Et d'une certaine manière, un con : un peu comme un ouvrier qui vote Madelin ou un cafetier qui vote LO.

Mais si vous le voulez bien, je voudrais aborder rapidement les raisons qui ont conduit les nationalistes à être « anti-Etat », et celles qui doivent les conduire à mon avis à changer totalement leur fusil d'épaule sur ce sujet.

En premier lieu, il y a évidemment le communisme du début du XXe siècle. Celui-ci entendait substituer l'Etat à l'ensemble des forces et des corps qui régissaient la société, ce qui a évidemment conduit ces forces à s'y opposer. Pour les nationalistes, la détention par l'Etat de l'ensemble des moyens de production était d'autant plus intolérable qu'elle avait pour objectif, outre la généralisation du salariat, l'avènement d'un mondialisme rejetant les valeurs qui étaient les leurs.

Mais, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire dans un texte sur l'élection d'Hénin Beaumont, que certains d'entre vous ont peut-être lu et que le Parti Populiste m'a fait l'honneur de publier, le capitalisme a muté, et les capitalistes avec. La grande bourgeoisie patriote est devenue mondialiste, et a abdiqué les valeurs de droite qu'elle incarnait pour les « valeurs » de gauche, plus favorable à l'extension du règne marchand, dont elle estime, non sans raisons, qu'elles sont plus conformes à ses intérêts. Parallèlement, l'église catholique s'est effondrée, comme la foi du reste. Or, les dernières grandes révolutions nationalistes, comme le fascisme,

reposaient sur une alliance entre ces forces et les classes populaires pour s'opposer à l'internationalisme, tant communiste que capitaliste. Dès lors que deux de ces trois forces ont disparu, espérer reconstruire un Etat fort grâce à une alliance du même type relève du rêve.

Une fois posé ce constat, auquel il faut ajouter le fait que ce n'est plus seulement la finance et le système bancaire qui sont sous contrôle des mondialistes, mais le capital lui-même qui s'est internationalisé, on comprend mieux en quoi l'Etat, la fonction publique, le secteur public, sont incontournables pour un projet ultranationaliste de nos jours.

Pour tenir un pays, il faut s'appuyer sur des forces. Et la fonction publique en France, en est une. Il faut s'appuyer sur des moyens, et l'Etat en est un, qui lui-même n'en manque pas.

A la menace communiste s'est ensuite substituée la menace communiste dans le cadre de la guerre froide. La dimension internationaliste et même mondialiste du capitalisme n'étant pas encore apparue au grand jour, masquée par la menace soviétique autant que par la propagande américaine, associée à la nécessité de faire un choix, a conduit les nationalistes à choisir –ou préférer– un modèle qui les séduisait par son dynamisme et sa puissance, et à combattre ce qui en France lui semblait –non sans raison, souvent– faire le jeu de l'URSS, associée elle à l'internationalisme. Syndicats, fonction publique, secteur public n'étaient vus que comme le bras armé du communisme soviétique, et démonisés pour cette raison.

Mais, même si certains ne semblent toujours pas s'en être aperçus, l'URSS a disparu, l'internationalisme communiste en tant que projet politique est mort. Il n'y a plus qu'une menace principale contre les nations, les civilisations et leurs valeurs, c'est l'internationalisme marchand, le capitalisme mondialisé. Face à sa volonté de prise de pouvoir total, nous devons nous demander comment lui résister, en s'appuyant sur quelles forces, et sur quels moyens.

Nous devons nous demander si l'imposant secteur public Français, s'il a pu être le cheval de Troie du mondialisme communiste, n'est pas devenu le dernier rempart de l'Etat Nation, lui même dernier rempart contre le mondialisme marchand. Nous devons nous demander si l'étatisation au moins partielle du grand capital, projet autrefois honni parce qu'au service d'une idéologie mondialiste et uniformisatrice, n'est pas devenu le dernier moyen qui nous reste d'échapper à la dictature capitaliste et mondialiste. Et nous devons nous poser cette question non seulement en terme d'intérêts et de forces –qui a intérêt à quoi, qui a les moyens de– mais également en terme de valeurs.

L'une des caractéristiques de la civilisation marchande en effet, c'est de fabriquer des individus isolés et fragilisés, des individus insécurisés et partant, peu structurés. Des individus dénués de liens communautaires forts, familiaux, identitaires, ou patriotiques. Ou les liens qui vous unissent à vos collègues... L'un des principaux leviers pour produire ces individus, qui feront autant de bons consommateurs serviles, c'est évidemment, mais pas seulement, la destruction de la cellule familiale. Dans les milieux populaires, particulièrement en zone urbaine, les mères sont obligées de travailler, sauf si elles ont 10 gosses, ce qui est rarement le cas, et encore plus rarement le cas des Françaises de souche. Les enfants, même dans leurs plus jeunes années, ne bénéficient que rarement d'une présence maternelle, sécurisante s'il en est. Les couples sont instables, plus d'un sur trois divorces, sans parler de ceux qui ne sont pas mariés. Un père ou une mère sait qu'il lui pend au dessus de la tête que son conjoint le quitte parce qu'il ou elle aura trouvé mieux ailleurs. Un meilleur rapport qualité prix en quelque sorte. Pour le père, cela signifie en plus, neuf fois sur 10, perdre ses enfants. Et pour les enfants... On ne va pas faire un exposé sur l'idéologie du désir et de la consommation, son

impact sur les communautés naturelles, mais chacun comprend, à travers l'exemple familial, à quel point la stabilité est essentielle à l'épanouissement et à la construction des individus. L'échec familial est souvent associé à l'échec scolaire puis à l'échec tout court. Tout nationaliste comprend cela. Tout nationaliste préfère une école encadrée et structurée aux garderies bordeliques que nous ont pondus les pédagogistes, où chacun est invité à se regarder le nombril et à apprendre sans règle et sans effort.

Pourtant, s'agissant du monde du travail, on entend, à droite, y compris nationale, un tout autre discours. Il n'y aurait de bonheur que dans la concurrence des individus entre eux, comme dans la famille donc, ou tu es en concurrence avec ton voisin, parfois... La flexibilité, c'est-à-dire l'instabilité, serait positive. Un individu qui rechignerait à quitter son Cantal natal où vivent sa famille et ses amis, ses souvenirs, pour aller chercher du boulot ailleurs, en zone urbaine ou même en Roumanie, serait rétrograde, veule, « pas compétitif ». Il serait bon de changer 20 fois d'entreprise, afin d'être polyvalent, réactif, souple, pas sclérosé, adapté. Faire sa carrière dans la même entreprise, comme c'est le cas au Japon, ou à la SNCF, serait un signe de faiblesse, de manque d'ambition. L'avancement à l'ancienneté serait hautement condamnable, l'ancienneté au travail comme dans la vie étant plutôt un défaut.

On voit bien qu'il y a comme un décalage entre les valeurs préconisées par les nationalistes, en général, et leur vision du monde du travail. Au travail, l'insécurité serait un moteur, nous disent certains. Un peu comme dans les banlieues quoi, tu cours plus vite. Dans le « camp national », qu'ils sont, il paraît. Une autorisation de licenciement quelle horreur ! Et puis quoi encore ? Il serait immoral de répudier sa femme, mais pas de répudier un ouvrier. Il serait moral de garder sa femme toute sa vie, mais pas son travail et ses collègues.

Alors bien sûr, je ne suis pas entrain de dire qu'il nous faut transposer le modèle économique de l'Allemagne de l'est, même s'il ne serait pas inutile de se demander pourquoi tant de travailleurs est-allemands sont nostalgiques de cette époque. J'entends bien que des individus qui en ont le goût, l'envie et le tempérament puissent prendre des initiatives et être payés de retour, choisir une vie de risques. Mais pourquoi postuler qu'une part importante de la société ne pourrait elle pas être caractérisée par la sécurité professionnelle ? Pourquoi la performance devrait être l'affaire de tous ? Quand il y a le culte de la performance, cela fait sans doute le bonheur des performants, mais combien sont-ils ? Et les autres, n'ont-ils pas droit à un conjoint, des enfants et un travail ?

Voilà donc de quoi réfléchir à la question du modèle économique à préconiser au regard de ce que sont censées être les valeurs des nationalistes Français. Posons nous maintenant la question si vous le voulez bien du modèle économique et donc de la place de l'Etat dans la société au regard de nos intérêts de nationalistes Français. Nos intérêts d'opposants, mais aussi demain souhaitons le nos intérêts de gouvernants sans oublier tout simplement l'intérêt de la France.

Et je propose d'aborder cette question par un petit détour par la Russie. Pourquoi la Russie, et bien parce qu'elle suscite une certaine admiration dans nos milieux. Son dirigeant principal, Vladimir Poutine est parvenu à faire rejouer son pays dans la cour des grands, et ce même s'il lui faudra de mon point de vue aller beaucoup plus loin qu'il ne l'a été dans sa révolution patriotique, s'il ne veut pas se réveiller, comme la France de la fin du Gaullisme, avec l'apparence de la grandeur mais des termites à la Cohn Bendit plein la charpente. De quel type d'homme Poutine est-il le prototype ? L'apparatchik du KGB. Sur quoi s'est-il appuyé pour restaurer l'autorité de l'Etat ? Sur ce qu'il restait de l'Etat soviétique, l'école, le KGB,

l'armée, et sur l'orthodoxie, qui elle n'est pas morte, en tout cas pas encore. Je vous dis cela précisément parce qu'il nous sera difficile de l'imiter. Pourquoi ? Parce que notre société ne fabrique plus le type d'homme sur lequel il s'est appuyé pour reconstruire. Non seulement elle ne les fabrique plus mais ils n'existent plus beaucoup. Moins qu'en Russie en tout cas. Et c'est intéressant parce que cela vient un peu heurter certaines croyances ou convictions nationalistes. Il faut en effet croire que le capitalisme mondialiste détruit plus vite les peuples que le communisme, en tout cas que le soviétisme.

Et bien un certain nombre de faits m'amènent à penser que de la même manière, entre la France « soviétique », celle du secteur public, et la France capitaliste, celle du secteur marchand, la plus pourrie n'est pas forcément celle que l'on croit. Je simplifie un peu évidemment, car la France marchande se compose de plusieurs catégories, qui ne sont pas toutes dans le même état de décomposition. La France industrielle, les artisans et commerçants, les agriculteurs ont mieux tenu que la France du tertiaire plus urbaine, et rongée par l'immigration de masse.

Elle est moins pourrie, cette France soviétique, parce qu'elle a été préservée elle de l'immigration de masse, car elle bénéficie de la préférence nationale. Elle est aussi moins soumise, parce que plus protégée et donc plus capable et plus habituée à dire non. Elle a des intérêts qui sont très évidemment contraires à la politique préconisée par l'euromondialisme et en est parfaitement consciente. Elle dispose de moyens pour se défendre, et le sait. Elle est dépositaire de principe tels que le service public, ce qui la rend plus rétive au culte du profit, du tout marchand.

Il est intéressant de noter que c'est la base de la CGT, très majoritairement issue de la fonction publique, qui est allée chasser les sans-papiers, comme on dit, autrement dit les clandestins, de la Bourse du travail, contre l'avis de sa direction. C'est toujours la base de la CGT qui a imposé à sa direction un vote interne sur la constitution européenne d'où a émergé un vote non largement majoritaire. C'est aussi la fonction publique qui a permis une large victoire à l'occasion du référendum.

Au sein de l'éducation nationale, y compris dans les milieux syndicaux, s'est levée une véritable fronde contre le pédagogisme, la méthode globale et c'est de là qu'est partie une forte mobilisation parentale, et pas l'inverse.

Cette France là a tout intérêt à refuser le démantèlement de l'Etat Nation et à refuser l'avènement du tout marchand.

Pourquoi donc devrions-nous la critiquer à chaque fois qu'elle se lève, fut-ce par une grève, pour refuser de sacrifier ses intérêts sur l'autel de l'euromondialisme, pour exiger une augmentation ou protester contre l'insécurité dans les transports ? La France nous le savons n'a jamais fait autant de profit, que ces dernières années, et la part des salaires n'a cessé de diminuer. Pourquoi ces salariés devraient accepter des sacrifices ? Il est un fait que toutes les grandes grèves de ces 15 dernières années ont été très largement soutenues par l'opinion. Est-ce le rôle des nationalistes que de monter les catégories sociales les unes contre les autres ? Nous ne sommes pas les auxiliaires de police du Système, en charge de la paix sociale. Et si ces grèves aggravent crises et déficits, et bien tant mieux, la faillite et la colère viendront plus vite.

Nous devons en toute circonstance être du côté des travailleurs lorsqu'ils défendent leurs intérêts face à Bruxelles et au capitalisme international, et ce sans la moindre nuance. Nous proposerons des nuances lorsque nous serons au pouvoir.

Enfin, nous devons avoir en tête que ce secteur public qui fut un bastion de la gauche peut devenir un bastion du nationalisme, avant et après la prise du pouvoir pourvu que le nationalisme ne soit pas vu comme un Bruxelles bis, les droits de l'homme en moins. C'est une fonction publique convertie au nationalisme qui pourra nous aider à tenir la France et à soumettre ses ennemis le jour venu.

Voilà pourquoi j'affirme que l'Etat est une chance pour la France et une chance pour les nationalistes Français.

Merci de votre attention.

Marc GEORGE